



Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 26 mars 2026

Madame la Directrice générale,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Nous prenons la parole aujourd'hui pour alerter à nouveau sur la situation de l'école publique. Car ce qui se joue sous nos yeux n'est pas une simple évolution de la carte scolaire : c'est un basculement historique, silencieux et profond, qui menace l'existence même de l'école publique dans notre pays.

Depuis 1985, ce sont près de 17 000 écoles qui ont fermé. Le nombre d'écoles publiques est passé de plus de 60 000 à un peu plus de 42 000 aujourd'hui. Ces chiffres ne sont pas abstraits : ils traduisent une réalité vécue dans nos territoires. Chaque fermeture est un crève-cœur. Chaque fermeture fragilise un quartier, un village, un tissu associatif, une vie collective. Chaque fermeture éloigne un peu plus l'école des enfants et des familles.

On nous parle de « déprise démographique ». Mais derrière cette formule technocratique se cache une logique comptable implacable : celle qui consiste à supprimer des postes, des classes, des écoles, au nom d'une adaptation mécanique aux effectifs. En septembre 2026, plus de 4 000 postes seront supprimés. Certains évoquent même 8 000 suppressions possibles si la courbe démographique avait été strictement suivie. Cette logique est une impasse politique, un non-sens éducatif.

Car l'école n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. Elle est un pilier de la République, le lieu où se construisent les savoirs, mais aussi les valeurs qui fondent notre vie collective. Nous refusons que la baisse démographique serve de prétexte à un désengagement de l'État. D'autres pays font des choix différents. En Corée du Sud, des classes restent ouvertes avec moins de cinq élèves, parce que l'on considère que l'école est au cœur de l'aménagement du territoire et de la cohésion sociale. Pourquoi ce qui est possible ailleurs serait-il impensable ici ?

La FCPE porte une exigence claire : 24 élèves maximum par classe, de la maternelle au lycée. Non pas une moyenne statistique masquant les inégalités, mais un plafond réel, partout, pour tous. Cette mesure n'est pas une utopie. Elle est une urgence démocratique.

Car aujourd'hui, nous sommes face à un point de bascule. En poursuivant la fermeture de classes et d'établissements, nous désorganisons profondément le maillage territorial scolaire. Les conséquences sont déjà visibles : allongement des temps de transport, dégradation des conditions d'apprentissage, déséquilibres dans la vie des familles, perte d'attractivité des territoires, aggravation des inégalités sociales et territoriales.

Mais au-delà de ces effets immédiats, un risque majeur se profile : celui de la disparition progressive de l'école publique au profit de l'enseignement privé, sous contrat ou hors contrat. Les bâtiments scolaires abandonnés deviendront des opportunités. Les collectivités, faute de moyens, seront contraintes d'arbitrer. Et peu à peu, une autre carte scolaire se dessinera avec le privé sous contrat et hors contrat qui réinventera une école de proximité en s'implantant là où l'école de la République aura reculé...

Ce scénario n'est pas une fiction. Il est déjà à l'œuvre.

Il y a désormais dans notre pays de véritables déserts éducatifs publics maillés par des oasis éducatifs toujours plus lointains et nous ne l'acceptons pas. Comme des dizaines de milliers de parents dont nous sommes la voix, nous avons manifesté et allons encore et toujours manifester pour dire non à la casse de notre bien commun. Car la mise à mal de l'école publique alimente des colères devenues sourdes, voire extrêmes et rejoint la mise à mal des services publics de santé ou de justice. Cette colère se traduit depuis des années dans les urnes et une fois encore lors du scrutin des élections municipales qui se sont déroulées il y a quelques jours.

À court terme, c'est une école à deux vitesses qui continuera de s'installer : une école de l'entre-soi pour les plus favorisés, et une école publique reléguée, fragilisée, assignée aux publics les plus précaires. Une école où la promesse républicaine d'égalité et de fraternité s'efface devant les logiques de marché et de ségrégation.

Nous refusons cette évolution.

L'école publique n'est pas seulement un lieu d'apprentissage. Elle est le creuset de notre nation. Elle est le lieu où l'on apprend à faire société, à vivre ensemble, à devenir des citoyens libres et éclairés.

Il est encore temps d'agir. Tout est connu, documenté, débattu. La convention citoyenne sur les temps de l'enfant, les travaux de la communauté éducative, les propositions des acteurs de terrain : les solutions existent.

Soyons lucides, ce qui manque aujourd'hui, c'est une volonté politique claire.

Alors à l'approche des échéances nationales à venir, nous appelons solennellement les responsables politiques à prendre des engagements forts et à agir avec détermination. À sortir d'une logique comptable pour entrer dans une logique de projet. À investir dans l'école publique car c'est investir dans l'avenir du pays.

Maintenir des classes ouvertes, garantir des effectifs réduits, assurer un maillage territorial équilibré : ce ne sont pas des dépenses. Ce sont des choix de civilisation.

Car il en va de l'avenir de notre école. Et, au-delà, de l'avenir de notre République.

Je vous remercie de votre écoute.